

Document de travail n° 52

**Les années sans croissance
ont comprimé les marges
des services de prestations
intellectuelles**



Coe-Rexecode

SEPTEMBRE 2015

Ce document de travail a été réalisé par



Directeur des études au sein Coe-Rexecode, il est en charge des travaux portant notamment sur la politique économique, la compétitivité, l'emploi et la croissance. Il a rejoint Coe-Rexecode en 2013. Il était auparavant en charge du diagnostic conjoncturel à l'Insee après avoir occupé différents postes d'économistes au sein de la Direction Générale du Trésor. Il est diplômé de l'Ecole Polytechnique, de l'ENSAE et titulaire d'un DEA de macroéconomie de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Jean-François
OUVRARD



Michel DIDIER, président ; Jean-Michel BOUSSEMARY, délégué général ; Denis FERRAND, directeur général, directeur de la conjoncture et des perspectives ; Jean-François OUVRARD, directeur des études ; Murielle PREVOST, directrice des systèmes d'information

Les années sans croissance ont comprimé les marges des services de prestations intellectuelles

Résumé	3
Les activités de services de prestations intellectuelles : quelques éléments descriptifs	4
<i>Champ statistique</i>	4
<i>Quelques éléments de description du secteur</i>	4
Baisse importante du taux de marge dans les services de prestations intellectuelles	5
Décrochage entre l'activité et les rémunérations	7
Pression sur les prix et ralentissement des gains de productivité	9

Résumé

Nous examinons dans cette étude l'évolution récente des conditions de rentabilité des services de prestations intellectuelles. Notre analyse met en exergue un certain nombre de faits saillants :

- le niveau d'excédent brut d'exploitation des services de prestations intellectuelles a fortement chuté depuis 2009. Il a reculé de 4,5 Md€ (-28 %) entre 2009 et 2013 ;
- le taux de marge (EBE/VA) de ces activités est également en fort recul. Il est à un point bas historique et ne montre pas de signe de rétablissement ;
- ces évolutions traduisent une déconnexion entre la progression des salaires et celle de la valeur ajoutée produite ;
- en particulier, la valeur ajoutée dégagée par salarié est affectée négativement par deux facteurs :
 - ↳ d'une part, des gains de productivité (en volume) en ralentissement. Il est difficile de juger si ce phénomène est durable ou transitoire ;
 - ↳ d'autre part, une pression accrue sur les prix de vente (prix de production), non compensée dans les prix des intrants.

Cette étude prolonge un travail précédent publié dans un document de travail en janvier 2014 (n°45, « Les enjeux de la compétitivité des services de prestations intellectuelles pour la compétitivité globale ») et dans lequel nous avons analysé les enjeux spécifiques de la compétitivité des services de prestations intellectuelles. Nous avons en particulier montré que les coûts salariaux étaient défavorables aux entreprises françaises par rapport à leurs homologues européennes ce qui *in fine* pesait sur le niveau relatif des résultats des entreprises du secteur en France.

Nous examinons dans cette étude les évolutions récentes des conditions d'exploitation des activités des services de prestations intellectuelles. Nous montrons en particulier que l'excédent brut d'exploitation est en fort recul sur les dernières années et que le taux de marge est à un niveau historiquement bas.

Les activités de services de prestations intellectuelles : quelques éléments descriptifs

Champ statistique

En janvier 2014, nous avons publié un document de travail (n° 45, « Les enjeux de la compétitivité des services de prestations intellectuelles pour la compétitivité globale ») qui examinait les conditions de compétitivité des activités de services à haute valeur ajoutée. Dans la mesure du possible, nous nous plaçons sur le même champ. Le périmètre des « activités de prestations intellectuelles » se rapproche ainsi du champ couvert par la Fédération Syntec sans le recouper totalement ou en ajoutant des activités situées hors du périmètre de la Fédération. Ce champ n'est pas parfaitement identifiable *a priori* dans les nomenclatures statistiques habituelles (Nace Rev2).

Pour ce travail spécifique, nous sommes en outre confrontés à des difficultés supplémentaires quant à la disponibilité des données. Ainsi, pour pouvoir examiner des évolutions de prix et de volumes, il est nécessaire d'utiliser la comptabilité nationale. Or, au niveau le plus fin disponible des comptes nationaux, le niveau 88 de la nomenclature Nace Rev2, toutes les composantes des services de prestations intellectuelles ne sont pas disponibles. Nous sommes ainsi conduits à retenir les branches suivantes pour constituer les activités de services de prestations intellectuelles :

- J62 : Programmation, conseil et autres activités informatiques
- J63 : Services d'information (traitement de données, portails internet, hébergement et activités connexes)
- M70 : Activités des sièges sociaux, conseil de gestion
- M71 : Activités d'architecture, d'ingénierie, activités de contrôle et analyses techniques
- M74 : Autres activités spécialisées scientifiques et techniques.

Ce champ est à la fois plus restrictif et plus large que celui examiné dans notre document de travail n°45. Comme le montre le tableau suivant, certaines activités prises en compte en janvier 2014 ne le sont pas ici, comme « l'édition de logiciels », les « études de marché et sondage » ou les « activités de placement ». Au total, 13% de la valeur ajoutée de l'ensemble examinée en janvier 2014 n'est pas couvert. En sens inverse, en retenant des branches plus larges, certaines activités sont désormais intégrées à notre champ reconstitué, comme par exemple les activités des « agences de presse » ou les « activités d'architecture ». Le principal agrégat impacté est la branche M70, « activités des sièges sociaux, conseil de gestion » dont 48 % n'était pas intégré dans notre étude de janvier 2014. Au total, ces « nouvelles » activités représentent environ 20 % de la valeur ajoutée du total des services de prestations intellectuelles que nous examinons ici.

Quelques éléments de description du secteur

En comptabilité nationale, la valeur ajoutée des services de prestations intellectuelles identifiés ici s'élève à 113 Md€ en 2013. L'emploi total est de 1,091 millions en 2013. En réalité, deux des cinq branches retenues pèsent peu : la valeur ajoutée des services d'information (J63) représente 5% du total de la valeur ajoutée et celle des autres activités spécialisées scientifiques et techniques (M74), environ 4%. Les trois autres branches sont de taille relativement comparables en termes de

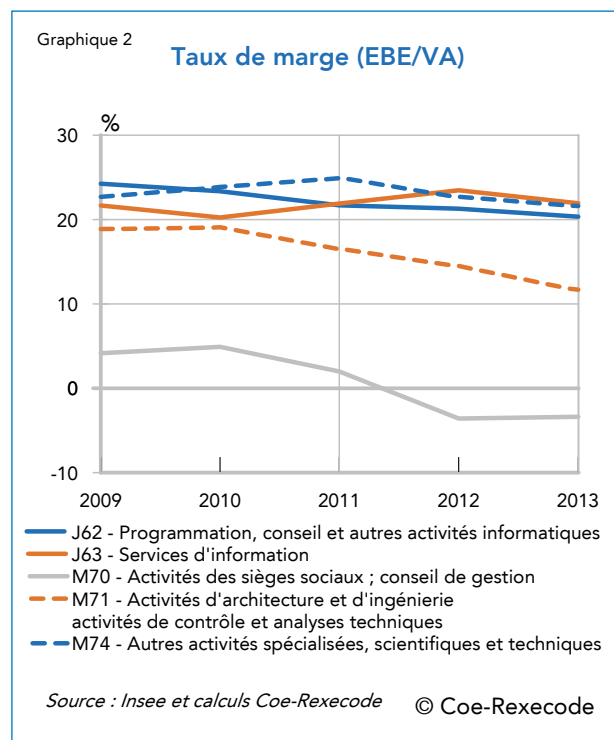
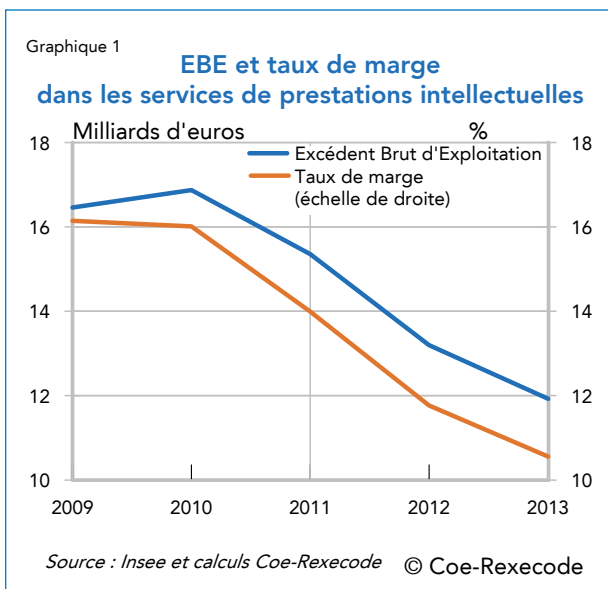
valeur ajoutée : 39 Md€ en 2013 pour les services d'information (J62), 37 Md€ pour les « activités des sièges sociaux, conseil de gestion » (M70) et 27 Md€ pour les « activités d'architecture, d'ingénierie, activités de contrôle et analyses techniques » (M71).

Ces secteurs d'activité se caractérisent, comme la plupart des services par le poids relativement faible des importations, moins de 10 %, dans l'ensemble de la ressource dans ce type de services utilisée sur le territoire national. Ces services sont surtout très intégrés dans les processus de production. Ils sont en effet majoritairement utilisés sous forme de consommations intermédiaires, en particulier s'agissant des activités spécialisées, scientifiques et techniques ou de dépenses d'investissement des entreprises, notamment s'agissant des activités informatiques. La compétitivité des services de prestations est donc une composante importante de la compétitivité globale des entreprises françaises, quel que soit leur secteur d'activité.

Baisse importante du taux de marge dans les services de prestations intellectuelles

Nous examinons tout d'abord l'évolution des marges (excédent brut d'exploitation, EBE) et du taux de marge (EBE/VA) des services de prestations intellectuelles. Au niveau de détail des cinq branches examinées ici, les données d'excédent brut d'exploitation sont disponibles uniquement pour les années 2009 à 2013.

Depuis 2009, le montant de l'EBE des services de prestations intellectuelles est en net recul : il s'établit à 11,9 Md€ en 2013, en recul de 28 % par rapport à 2009 (16,5 Md€). Sur les taux de marge (EBE/VA), le constat est identique (cf. graphique 1) : celui-ci a reculé de 5,6 points depuis 2009.



**Champ couvert dans cette étude
et comparaison avec notre étude de janvier 2014 (en %)**

		Etude janvier 2014	Dans cette étude Branche recouvrant ce secteur	Poids dans cette branche
J5829	Édition d'autres logiciels	7	non	non
J6201	Programmation informatique	6	J62	17,1
J6202	Conseil informatique	21	Programmation, conseil et autres	64,8
J6203	Gestion d'installations informatiques	6	activités informatiques	17,2
J6209	Autres activités informatiques	0		0,8
J6311	Traitement de données, hébergement et activités connexes	4	J63	76
J6312	Portails Internet	1	Services d'information	12
J6391	Activités des agences de presse	non		10
J6399	Autres services d'information n.c.a.	non		2
M7010	Activités des sièges sociaux	non	M70	48
M7021	Conseil en relations publiques et communication	1	Activités des sièges sociaux conseil de gestion	4
M7022	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	17		48
M7111	Activités d'architecture	non	M71	14
M7112	Activités d'ingénierie	23	Activités d'architecture et d'ingénierie activités de contrôle et analyses techniques	71
M7120	Activités de contrôle et analyses techniques	5		15
M7320	Études de marché et sondages	2	non	non
M7410	Activités spécialisées de design	non	M74	24
M7420	Activités photographiques	non	Autres activités spécialisées, scienti- fiques et techniques	12
M7430	Traduction et interprétation	0		9
M7490	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques n.c.a.	2		54
N7810	Activités des agences de placement de main-d'oeuvre	1	non	non
N783	Autre mise à disposition de ressources humaines	3	non	non
N8230	Organisation de salons professionnels et congrès	1	non	non

Source : Insee, calculs Coe-Rexecode

Note de lecture : ce tableau compare les champs couverts par notre étude de janvier 2014 et cette étude. La première colonne indique les activités prises en compte en janvier 2014 et leur poids dans la valeur ajoutée des services de prestations intellectuelles ainsi reconstitués. La troisième colonne indique l'inclusion de ces activités dans les 5 branches retenues pour la présente étude. Enfin, la quatrième colonne indique le poids de chaque activité constituant les cinq branches retenues dans cette étude.

Ce décrochage des marges est un phénomène plus ou moins marqué selon les activités de services de prestations intellectuelles (cf. graphique 2). Le recul est ainsi très net dans les activités de conseil (M70), les activités d'architecture, ingénierie, contrôle et analyses techniques (M71) et dans les activités de programmation, conseil et autres activités informatiques (J62). Le taux de marge est en revanche relativement stable depuis 2009 dans les « services d'information » (J63) et les autres activités spécialisées scientifiques et techniques (M74)¹.

Dans quelle mesure cette évolution divergente contraste-t-elle avec le passé ? Malheureusement, les données relatives aux rémunérations et donc à l'excédent d'exploitation ne sont disponibles que depuis 2009 au niveau de finesse auquel nous travaillons ici. En revanche, il est possible d'examiner des évolutions à un niveau un peu plus agrégé. Des données avec une profondeur tempo-

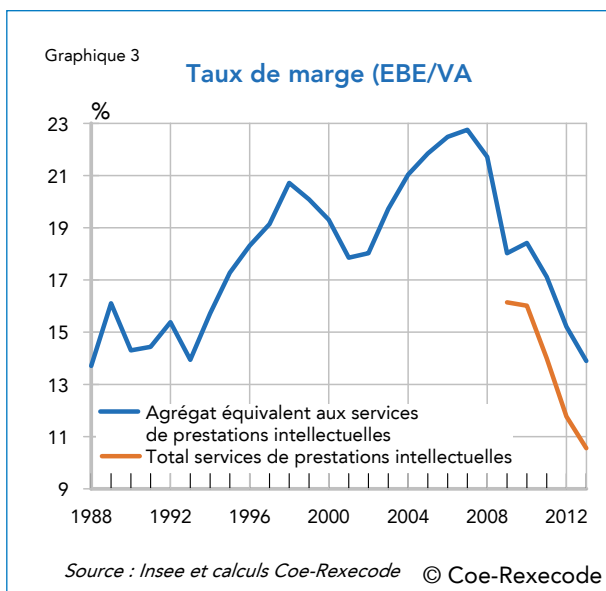
relle plus importante sont en effet disponibles dans la comptabilité nationale au niveau 38 de la nomenclature Nace Rev2.

Au niveau 38, nous pouvons reconstituer un agrégat englobant les branches J62, J63, M70 et M71. La branche M74 échappe ici à l'analyse, mais nous avons vu qu'elle pèse peu. En revanche, cet agrégat intègre les activités juridiques et comptables (M69), qui pèsent 21 % de la valeur ajoutée de ce nouvel agrégat². Son inclusion est donc susceptible de légèrement perturber notre analyse.

On constate néanmoins que cet agrégat « plus gros » connaît une évolution du taux de marge très comparable à celle que nous avons mise en évidence pour les services de prestations intellectuelles entre 2009 et 2013 (cf. graphique 3). Par analogie, il apparaît dès lors que le niveau des marges dans les services de prestations intellectuelles est probablement à un niveau historiquement bas. Il avait annulé en 2009 la progression observée depuis le milieu des années 2000. Mais la poursuite de la baisse du taux de marge entre 2009 et 2013 a porté la rentabilité à un niveau historiquement faible.

Décrochage entre l'activité et les rémunérations

L'analyse de l'évolution du taux de marge peut être approfondie en examinant la dynamique relative de ses composantes. L'évolution du taux de marge dépend en effet fondamentalement des évolutions relatives des coûts salariaux (rémunération et charges patronales), d'une part, et de la valeur ajoutée produite par salarié d'autre part. Sur ce dernier terme, il sera utile de distinguer en



¹ Le taux de marge faible et désormais négatif de cette branche pose question. Rappelons néanmoins qu'elle pèse peu dans l'ensemble des services de prestations intellectuelles.

² Au sens de la nomenclature Nace Rev2, cet agrégat est constitué en agrégeant les branches « JC – activités informatiques et services d'information » et « MA – activités juridiques, comptables, de gestion d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques »

Taux de croissance annuel moyen entre 2009 et 2013 (en %)

	Valeur ajoutée (nominale) par tête	Coût du travail par tête
Total services de prestations intellectuelles	+0,9	+2,5
J62 Programmation, conseil et autres activités informatiques	+0,3	+1,4
J63 Services d'information (traitement de données, portails internet, hébergement et activités connexes)	+2,6	+2,7
M70 Activités des sièges sociaux, conseil de gestion	+1,8	+3,6
M71 Activités d'architecture, d'ingénierie, activités de contrôle et analyses techniques	-0,6	+2,1
M74 Autres activités spécialisées scientifiques et techniques	+4,2	+4,9

Source : Insee, calculs Coe-Rexecode

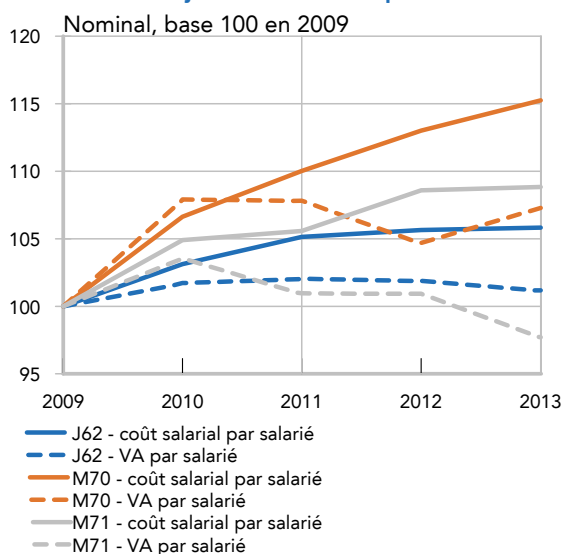
outre les évolutions liées aux mouvements de prix et celles associées à l'évolution du volume d'activité (productivité en volume), nous le ferons dans la partie suivante.

La baisse du taux de marge traduit ainsi une divergence assez nette entre les évolutions des coûts

salariaux par salarié et la valeur ajoutée par salarié (en valeur) dans les services de prestations intellectuelles depuis 2009. D'un côté, les coûts salariaux par salarié progressent sur un rythme relativement soutenu, de 2,5 % en moyenne par an (en valeur). De l'autre, la valeur ajoutée nominale par salarié progresse peu, de +0,9 % en moyenne par an.

Graphique 4

Coûts salariaux par salarié et valeur ajoutée nominale par salarié



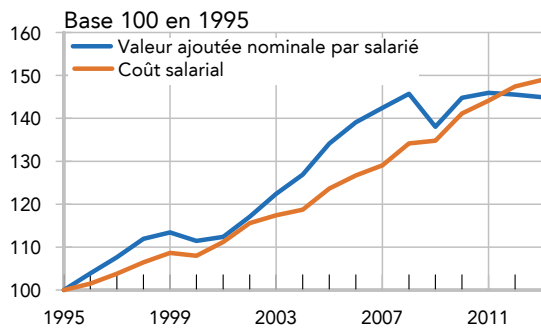
Ce décalage s'observe avec plus ou moins d'intensité dans les cinq activités que nous examinons (cf. graphique 4). Il est relativement peu marqué dans le J63 voire le M74. En revanche, il est particulièrement net dans le J62 et encore plus dans le M70 et le M71.

Sur l'agrégat plus large que nous avons examiné dans la partie précédente et qui nous permet d'examiner les évolutions avant 2009, on constate que la dynamique salariale s'est peu infléchie, alors même que la valeur ajoutée connaissait un coup d'arrêt (cf. graphique 5).

Pour autant, la dynamique salariale n'a pas été tellement plus forte dans les activités de services de prestations intellectuelles que dans le reste de l'économie (cf. graphique 6) : les salaires nominaux ont progressé de l'ordre de +2,5 % par an entre 2009 et 2013, une progression proche de celle observée dans l'ensemble des branches (+2,4 %).

Graphique 5

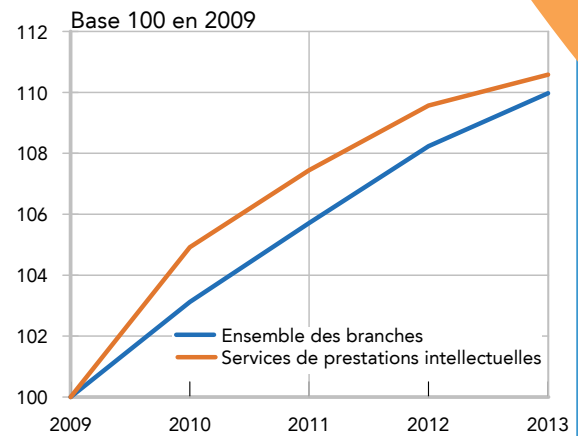
Agrégat équivalent aux services de prestation intellectuelles
Valeur ajoutée nominale par salarié et coût salarial



Source : Insee et calculs Coe-Rexecode © Coe-Rexecode

Graphique 6

Coûts salariaux par salarié, nominaux



Source : Insee et calculs Coe-Rexecode © Coe-Rexecode

Pression sur les prix et ralentissement des gains de productivité

Nous examinons dès lors dans cette partie l'évolution de la valeur ajoutée nominale par salarié, dont on a vu qu'elle progresse peu depuis 2009 dans l'ensemble des activités de services de prestations intellectuelles. S'agissant de la valeur

ajoutée, nous disposons à ce niveau de détail de séries chronologiques en valeur, volume et prix sur une période plus longue, entre 2000 et 2013.

Il apparaît tout d'abord que la valeur ajoutée nominale par tête a nettement ralenti depuis 2009, un phénomène commun à l'ensemble des services de prestations intellectuelles (cf. graphique 7). La

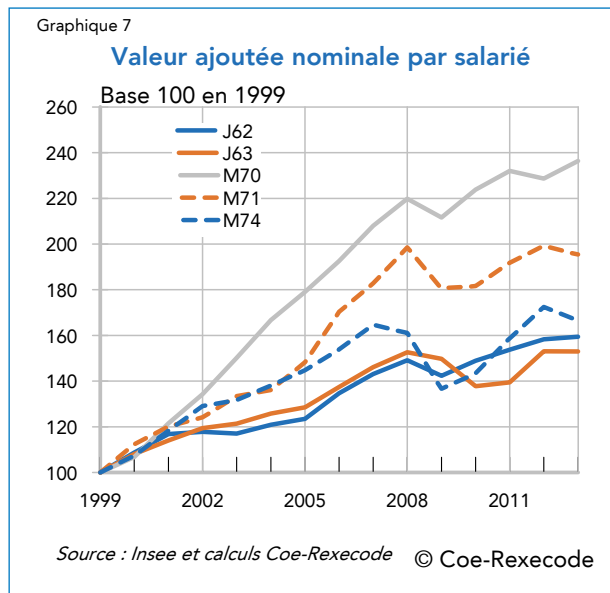
Décomposition comptable des évolutions de la valeur ajoutée nominale

On souhaite décomposer le terme de valeur ajoutée nominale par salarié. On fait simplement apparaître les prix de valeur ajoutée, dans la formule suivante :

$$\frac{VA}{\text{emploi}} = \text{prix VA} \times \frac{VA \text{ volume}}{\text{emploi}}$$

En outre, la valeur ajoutée étant donnée par la différence entre la production et les consommations intermédiaires, le prix de valeur ajoutée va dépendre positivement des prix de production et négativement des prix de consommations intermédiaires :

- quand le prix de production (prix de vente) augmente, toutes choses égales par ailleurs, la valeur retirée d'une unité de valeur ajoutée produite augmente ;
- quand le prix de consommations intermédiaires augmente, toutes choses égales par ailleurs, la valeur retirée d'une unité de valeur ajoutée produite diminue.



chute des marges provient donc bien d'un effet ciseau entre des salaires demeurés dynamiques et un tassement des performances économiques.

L'évolution de la valeur ajoutée nominale résulte comptablement de deux termes (voir encadré) : d'un côté la productivité en volume et de l'autre le prix de la valeur ajoutée, c'est-à-dire la valeur tirée d'une unité produite. Ce deuxième terme résulte lui-même des conditions relatives entre les prix de ventes (prix de production) et les prix d'achats des intrants. Quand les prix de ventes augmentent, toutes choses égales par ailleurs, le prix de valeur

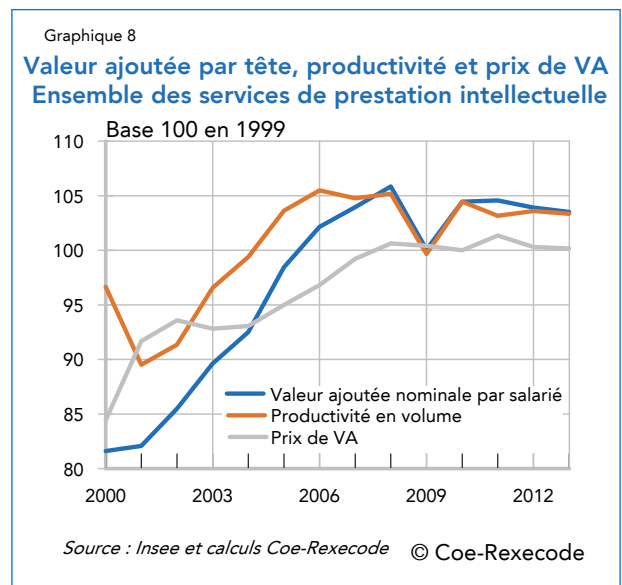
	Total	
	1999-2008	2008-2013
VA / EQTP en valeur	3,3	-0,4
Productivité volume (VA / EQTP)	1,1	-0,4
Prix de la valeur ajoutée	2,2	-0,1
dont prix de production	2,0	0,5
dont prix de CI	1,9	1,0

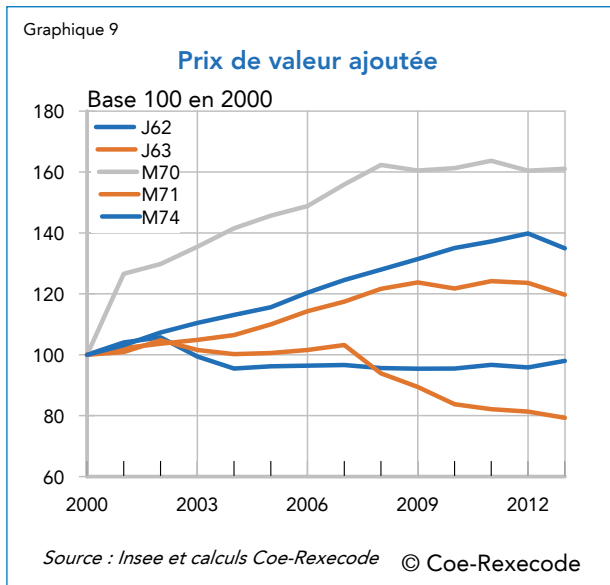
Source : Insee, calculs Coe-Rexecode

ajoutée s'améliore. Inversement, quand les prix des intrants progressent, le prix de valeur ajoutée se dégrade.

Le tableau et le graphique suivant présentent les termes de cette décomposition pour les services de prestations intellectuelles dans leur ensemble. Ils montrent que le net ralentissement de la valeur ajoutée par tête en valeur provient à la fois de la faiblesse des gains de productivité et de la pression sur les prix de valeur ajoutée. Au-delà du choc temporaire de 2009, la rupture a été nette autour de l'année 2008.

Ainsi, d'une part, les gains de productivité, qui progressaient en moyenne de +1,1 % par an entre 1999 et 2008, reculent désormais depuis 2008. Ce ralentissement de la productivité est usuel en période de ralentissement économique et peut habituellement être rattrapé quand l'activité redevient plus dynamique. Néanmoins, le fait que ce phénomène se prolonge depuis maintenant plusieurs années pose question sur le rythme « structurel » des gains de productivité. Il ne peut être exclu que la crise de 2008 ait coïncidé avec une inflexion majeure du rythme du progrès technique.





D'autre part, le prix de valeur ajoutée, qui progressait vivement entre 1999 et 2008, stagne depuis 2008. Le fort ralentissement des prix de valeur

ajoutée provient d'un ralentissement très marqué des prix de production (prix de vente) qui n'a pas été compensé par un ralentissement de même ampleur des prix de consommations intermédiaires. La différence de dynamisme entre le prix des intrants et les prix de vente contribue ainsi à comprimer les marges (cf. graphique 8).

La même décomposition peut être menée sur chacune des activités de prestations intellectuelles identifiées. Il apparaît alors en particulier que la pression accrue sur les prix de valeur ajoutée est commune à l'ensemble des sous-secteurs (cf. graphique 9).

Au total, ces évolutions sont un enjeu important pour les activités de prestations intellectuelles. La dégradation persistante des marges risque de nuire à leur capacité à investir ou à recruter les talents. Il serait alors à craindre soit une baisse de la qualité de ces services soit une accélération des opérations de délocalisation. ■